



Jalila Sbaï.- *La politique musulmane de la France. Un projet chrétien pour l'Islam? 1911-1954* (Paris: CNRS Editions, 2018), 392p.

J'ai lu le livre de Jalila Sbaï avec une hâte dont je m'étonnai d'abord. J'en compris la raison en le refermant. Au départ, la narration devait m'intéresser en tant qu'historien. Mais, petit à petit, c'est la mémoire qui se mit en éveil. Je me sentis comme revenu en 1954. Cette année là, j'étais en classe de seconde au Lycée Lyautey, à Casablanca. De chez moi, au Derb as-sultane, j'y allais par le Boulevard Victor Hugo. Quatre fois par jour, j'étais fouillé au barrage policier installé à l'entrée de cette

artère. C'était le temps du Général Guillaume et de Mohammad Ben Arafa. Les armes du *fida'* étaient en train de priver les autorités coloniales de leurs collaborateurs marocains. Les terroristes de "Présence française" répondaient en assassinant des figures du nationalisme marocain. La répression était telle que nous ne pouvions imaginer que le régime du protectorat vivait ses derniers mois. Robert Montagne qui en était l'idéologue mourut cette même année. On n'y prêta aucune attention. Mais les paroles de Louis Massignon, de Robert Barrat, de François Mauriac en France et des membres de "Conscience française" au Maroc, étaient comme autant de baumes sur nos plaies ouvertes.

Il était impossible que ce livre ne réveillât point cette mémoire encore vive. Chronologiquement, il se situe entre 1911, un an avant que Moulay Hafid signe le traité du protectorat et 1954, un an avant que Mohammad V signe l'accord de la Celle Saint-Cloud qui y mit le point final. Jalila Sbaï distingue trois moments dans cette séquence des relations de la France avec le monde musulman. En 1911, fut créé un "Comité interministériel des Affaires musulmanes, (CIAM). Les justificatifs de cette initiative étaient nombreux et lourds de sens. En premier lieu l'élargissement considérable des terres musulmanes entrées dans le giron français. Le Maroc allait être bientôt adjoint à l'Algérie et à la Tunisie. L'Afrique soudanienne centrale et occidentale était en voie de stabilisation. Ces territoires immenses étaient, en politique musulmane, gérés extensivement, la bride sur le cou pour les gouverneurs. Ceux de l'Algérie prétendaient qu'il était de leur responsabilité de s'en occuper pour la France et pour les colonies. La République ne venait-elle pas de se déclarer, en 1905, laïque et libérée des soucis de toute administration religieuse? Or, en cette même décennie, le monde musulman était entré en ébullition. Le Califat ottoman fut si bien secoué, en 1908-1909, que sa fin prochaine entra dans le compte à rebours dès 1914 lorsqu'il s'engagea, dans la guerre mondiale, aux côtés de l'Allemagne. Les Anglais firent mine, en 1916, de recréer un califat arabe au profit du Chérif Hussaïn de la Mecque. Aussitôt, des voies françaises autorisées, Jules Cambon et Le Général Lyautey, proposèrent de créer un califat musulman occidental en la personne de Moulay Youssef, sultan du Maroc protégé. Il n'en fut plus question, dès que fut

aboli le Califat ottoman en 1924. Entre temps, la Première Guerre mondiale avait introduit, en France, des soldats et des ouvriers musulmans, en si grand nombre, que la question musulmane cessa d'être une simple affaire impériale pour devenir une question de politique intérieure. La République laïque allait-elle replonger dans les querelles religieuses? S'agissait-il de l'Islam en France ou bien de l'Islam de France? Devait-on assimiler ou bien devait-on associer ces nouveaux citoyens? Jalila Sbaï expose tout cela en détail. Elle montre, avec quelle hésitation, la République laïque cherchait, sinon à résoudre, du moins à garder la maîtrise de ses contradictions.

Toute la deuxième partie du livre est consacrée aux efforts déployés pour trouver des solutions viables pour administrer une communauté musulmane, installée, sans confort, en France et pour faire face aux masses musulmanes des colonies, auxquelles se sont ajoutés les mandats sur la Syrie et le Liban. On fit appel à la doctrine du Califat selon al-Mawardi comme on essaya de s'inspirer de la doctrine sociale du christianisme. En se fondant sur l'exemple des musulmans d'Algérie, depuis 1830, et de la République turque, depuis 1924, on crut, qu'en Islam aussi, l'État pouvait se séparer de la religion. Dans les années 1930, les responsables français cherchèrent, avec une sorte de frénésie, à comprendre et à agir. Furent créés, alors, le Haut Comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord, en février 1935, présidé par le chef du gouvernement. Un secrétariat général permanent en assura le fonctionnement. La politique musulmane de la France devait être centralisée. Il fallait, pour cela, tenir le Haut Comité informé d'abondance et d'une manière suivie. Une commission d'études fut instituée où travaillèrent, dans ses différentes sous-commissions, des administrateurs et des chercheurs, comme Massignon et Montagne. Ce dernier travaillait à la constitution d'un groupe d'études de l'Islam depuis 1933. Il finit par être créé, en février 1935, par le recteur Sébastien Charléty. Il fut logé au 4 rue du Four, là où devait s'installer le Centre des Hautes Etudes d'administration musulmanes, créé en décembre 1936. Les figures de proue de ces recherches politiques et universitaires s'appelaient Viénot, Charles-André Julien, Montagne ou Massignon. A la foi esprits d'analyse et de synthèse et hommes de terrains, certains d'entre-eux portaient haut et fort leur foi chrétienne toujours militante.

La troisième partie du livre leur est consacrée. Elle justifie le sous-titre de tout le livre "Un projet chrétien pour l'Islam" et le titre de cette partie qui est une interrogation: "Politique musulmane ou politique chrétienne," se demande l'auteure. Montagne et Massignon finirent par en devenir les deux pôles. Montagne, fidèle disciple de Lyautey, sociologue mais homme d'action avant tout, était comme fasciné par l'Islam. Il comprit, dès les années 1930, que la colonisation sioniste allait engendrer de graves bouleversements. Le nationalisme arabe devait déboucher sur le renouveau du Jihad musulman. Pour contenir tout cela, la France ne pouvait compter que sur les Chrétiens d'Orient, ses protégés depuis longtemps. Mais le conflit palestinien allait exaspérer l'arabité de ces Chrétiens. De plus, les mandats sur la Syrie et le Liban furent perdus en 1945. Il ne restait plus qu'à s'accrocher à l'Afrique du nord. Comment? En faisant la "Révolution au Maroc," c'est-à-dire en y faisant une place définitive aux colons français aux côtés d'une élite marocaine plus ou moins manipulée. Le Résident général, Eirik Labonne, lança le premier l'expérience. Les généraux Juin et Guillaume la menèrent tambour battant,

n'hésitant pas à détrôner le Sultan Mohammad ben Youssef. Montagne y aurait pris part. Ce serait la raison de sa mort subite, en 1954, par suicide, nous dit Jalila Sbaï, sans plus de précision. Il est vrai que, cette année là, le vent avait commencé à tourner dans la crise marocaine. L'influence de Massignon avait pris le dessus. Aussi fervent chrétien que Montagne, il n'était pas, comme lui, persuadé que l'Islam était, spirituellement, inférieur au christianisme. Il ne pensait pas, comme lui, qu'il fallait le réformer. Plus que lui, il était fasciné par l'intensité du sentiment divin chez les musulmans. Plus que lui, il appréciait les trésors de la langue arabe. Pour lui donc, il fallait associer les Musulmans à la France, en respectant leur religion. Point n'était besoin de les priver de leur âme pour pouvoir les assimiler.

C'était en 1954. La politique musulmane de la France a-t-elle évolué depuis? Il s'en faut de beaucoup. Jalila Sbaï le suggère dans une conclusion qu'elle appelle ouverture, justement. En 2018, la République laïque française, est toujours, en matière musulmane, à avancer d'un pas pour reculer de l'autre. Elle semble toujours indécise entre les débats menés par ses administrateurs et ses intellectuels catholiques dans la première moitié du siècle dernier. En lisant attentivement les écrits de Lyautey, Montagne et Massignon, qui forment une sorte de quatrième partie du livre, on est frappé par leur résonance actuelle. Lyautey savait que l'Imamat marocain a du sens en histoire et de l'étendue en géographie. Montagne dit, à longueur de pages, ses angoisses de colon, de chrétien et d'homme blanc d'Europe. Massignon, qui savait ce que croire signifie, dit que la foi est si profondément vive dans les cœurs des musulmans que rien ne peut la contrebalancer, pas même l'attachement à la langue amazighe. La conclusion de tout cela est que la France en est toujours à la recherche de sa politique musulmane. De grandes assises sont annoncées pour tenter de trouver des solutions. Mais l'État français est toujours un État laïc. La démographie et l'émigration ne cessent de renforcer, non pas l'Islam, mais les rangs des musulmans de France. Le jihadisme est là qui peut frapper au cœur du pays. Les relations avec les pays du "dār-al-Islām" imposent des contraintes opaques. Et la droite française raciste, ne voulant ni ne pouvant "gallicaniser" ses concitoyens, adeptes de la deuxième religion du pays, rêve de les rejeter à la mer, comme s'ils n'avaient pris aucune part dans la préservation de la puissance de la France, depuis plus d'un siècle. Ce livre fait travailler ensemble la mémoire, l'histoire et la politique. A ceux qui voudront débattre de ces questions brûlantes, on pourra demander, d'abord: Avez-vous lu le livre de Jalila Sbaï ? comme le fit, une fois, Raymond Aron, à propos d'un grand sociologue.

Brahim Boutaleb

Université Mohammed V de Rabat